

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Sud
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 09/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TEREOS STARCH & SWEETENERS EUROPE

ZI et PORTUAIRE

BP 32

67390 MARCKOLSHEIM

Code AIOT : 0006700643

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2023 dans l'établissement TEREOS STARCH & SWEETENERS EUROPE implanté ZI et PORTUAIRE - 67390 MARCKOLSHEIM. L'inspection a été annoncée le 11/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEREOS STARCH & SWEETENERS EUROPE
- ZI et PORTUAIRE - BP 32 - 67390 MARCKOLSHEIM
- Code AIOT : 0006700643
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TEREOS est spécialisée dans la fabrication de produits amylacés issus de la transformation de maïs et de blé.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/07/2012 :
 - Article 9.1 - Eau - prélèvements et consommation
 - Article 9.3.1 - Eau - Conditions de rejet des eaux pluviales
 - Article 10 - Déchets
 - Article 15.7 - Règles d'exploitation et consignes
 - Article 15.3 - Installations électriques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Eau - prélèvements et consommation	AP Complémentaire du 10/07/2012, article 9.1	/	Susceptible de suite, Lettre de suite Préfectorale	1 mois
6	Règles d'aménagement -	AP Complémentaire du 10/07/2012,	/	Mise en demeure, respect de	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	Installations électriques	article 15.3		prescription	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Eau - Conditions de rejet des eaux pluviales	AP Complémentaire du 10/07/2012, article 9.3.1	/	Sans objet
3	Déchets - Collecte et stockage des déchets	AP Complémentaire du 10/07/2012, article 10.2	/	Sans objet
4	Déchets - Contrôle des déchets	AP Complémentaire du 10/07/2012, article 10.4	/	Sans objet
5	Règles d'exploitation et consignes	AP Complémentaire du 10/07/2012, article 15.7	/	Sans objet
7	Modification - Extension	AP Complémentaire du 10/07/2012, article 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats ont révélé une non-conformité par rapport aux dispositions de l'article 15.3 (*Installations électriques*) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/07/2012.

Aussi, en application de l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement, un projet d'arrêté de mise en demeure a été préparé en ce sens avec une échéance de 6 mois.

L'inspection demande que lui soit transmis au fil de l'eau, les éléments qui attestent de la mise en place des actions apportées pour lever les non-conformités précitées.

D'autres suites pourront être envisagées en fonction des éléments de réponse apportés par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eau - prélèvements et consommation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/07/2012, article 9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau - prélèvements et consommation
Prescription contrôlée : « L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations afin de limiter les flux d'eau. L'exploitant est autorisé à prélever l'eau, utilisée à des fins industrielles propres, dans le réseau public de distribution d'eau potable, à raison de 38 000 m³/an, et la nappe, au moyen de quatre puits, à raison de 5 475 000 m³/an selon un débit journalier maximal de 15 000 m³/jour. (...) »

Constats :

Le GIE gère les utilités à savoir :

- la fourniture des énergies en électricité et en gaz ;
- la production et la fourniture de vapeur ;
- les prélèvements en eau dans la nappe et la fourniture d'eau brute et d'eau déminéralisée ;
- la production et la fourniture d'eau de refroidissement ;
- le fonctionnement de la station d'épuration ;
- la production et la fourniture air comprimé pour l'instrumentation ;
- les voiries.

A ce jour, l'exploitant réalise directement tous les prélèvements en eau dans la nappe, et ensuite alimente JBL via le GIE.

L'exploitant ne prélève pas d'eau dans le réseau public. L'eau utilisée dans les locaux sociaux est fournie par une station de pompage gérée par le Port Autonome de Strasbourg et qui alimente Téréos, JBL et Gefco.

L'article 9.1. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/07/2012 autorise l'exploitant à prélever annuellement 5 475 000 m³ dans la nappe.

Nota : A la demande de l'exploitant par courrier daté du 21/11/2023, les tableau des « Consommations en eau puits et en eau potable pour les sites Téréos, JBL et GIE » ont été retirés de ce rapport pour un caractère confidentiel.

L'exploitant indique qu'il a lancé un plan ambitieux de réduction des consommations en eau avec un objectif de 20 % en 5 ans.

De plus, pendant la période de sécheresse de cet été 2023, l'exploitant a sensibilisé son personnel par la réalisation de causerie.

Les fortes augmentations de consommations d'eau annoncées ont été freinées du fait d'un ralentissement des activités.

L'inspection note une augmentation des consommations en eau potable, qui se traduit par un dépassement du volume autorisé du réseau public de distribution d'eau potable.

Il est attendu de l'exploitant qu'il justifie l'augmentation constante de ses consommations d'eau potable depuis 2019, notamment au regard de l'usage fait de cette eau et de l'évolution de sa production. L'exploitant devra également présenté à l'IIC les actions qu'il envisage pour limiter ces dépassements, notamment en lien avec ses objectifs de réduction de 20 % de ses consommations en eau à 5 ans.

Type de suites proposées : Susceptible de suite

Proposition de suites : Lettre de suite Préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Eau - Conditions de rejet des eaux pluviales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/07/2012, article 9.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau - Conditions de rejet des eaux pluviales
Prescription contrôlée : « Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage de surfaces imperméables, telles que voies de circulation ou aires de stationnement, sont raccordées à un dispositif décanteur-déshuileur (ou dispositif d'efficacité équivalente) adapté à la pluviométrie et permettant de respecter une teneur en hydrocarbures totaux inférieure à 5 mg/l. Le décanteur-déshuileur se déverse dans le collecteur. (...) »
Constats : L'exploitant informe que les deux séparateurs hydrocarbures 300 L/s n'ont pu être mis en service qu'en avril 2023. Pour mémoire, ces travaux ont permis de remplacer le séparateur hydrocarbure existant, sous-dimensionné du fait de l'expansion de l'usine. Les deux nouveaux traiteront les eaux pluviales de voiries de l'ensemble du site, soit 97 000 m ² de voirie à récolter. L'exploitant indique que le contrôle de la conformité des rejets du séparateur hydrocarbure sera fait prochainement. L'inspection rappelle que lors de la précédente visite d'inspection du 20/06/2022, l'exploitant avait indiqué que le contrôle de la conformité des rejets du séparateur hydrocarbure en place n'avait pas été fait en 2021 suite à une défection du sous-traitant et qui n'a plus donné de suite. L'exploitant avait indiqué qu'une commande a bien été passée en date du 17/03/2022 auprès du sous-traitant et qu'il suivra de près que le contrôle ait bien lieu en 2022. Or, l'inspection n'a pas été destinataire du rapport de contrôle 2022. Post-visite, par courriel du 29/09/2023, l'exploitant a fourni une copie de la commande 2023 et confirme que l'analyse est prévue fin octobre 2023. Post-visite, par courriel du 04/10/2023, l'exploitant adresse le rapport de contrôle de la conformité des rejets du séparateur hydrocarbure daté du 14/10/2022 suite aux prélèvements du 07/07/2022. Ce rapport n'appelle pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Déchets - Collecte et stockage des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/07/2012, article 10.2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets - Collecte et stockage des déchets
Prescription contrôlée : « (...) Le stockage des déchets dans l'établissement avant élimination se fait dans des installations convenablement entretenues et dont la conception et l'exploitation garantissent la prévention des pollutions, des risques et des odeurs. Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement. »
Constats : L'exploitant indique que les zones de tri des déchets du site sont aménagées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées. Lors de la visite, sur la zone d'entreposage des GRV (grand récipient pour vrac, d'un volume unitaire de 1 m ³) vides en attente d'évacuation du site, l'inspection constate que d'une part, l'ouverture supérieure n'est pas fermée avec le couvercle. L'inspection signale que les eaux de pluie sont susceptibles de rincer ces contenants de produits dangereux. L'exploitant s'engage à faire un rappel à ses salariés en charge d'entreposer ces GRV vides dans

<p>cette zone de tri du site.</p> <p>Post-visite, par courriel du 29/09/2023, l'exploitant a adressé les éléments qui attestent qu'il a fait un rappel de la règle de stockage des GRV usagés à ses salariés, via un précédent courriel du 30/08/2023 et un rappel de la consigne diffusée le 28/09/2023.</p> <p>D'autre part, l'inspection constate que plusieurs GRV contenant de l'huile végétale, ne disposent pas d'étiquetage visible. Après vérification, l'étiquetage est bien présent sur les GRV, mais l'entreposage des GRV face à face ne permet pas de vérifier l'étiquetage.</p> <p>Post-visite, par courriel du 29/09/2023, l'exploitant a adressé les éléments qui attestent qu'il a fait un rappel de la consigne de stockage des GRV à l'ensemble du personnel et des intervenants extérieurs (Base vie) pour la gestion des GRV (usagés) , via un courriel de rappel de la consigne diffusée le 29/09/2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Déchets - Contrôle des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/07/2012, article 10.4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets - Contrôle des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées, un récapitulatif des opérations effectuées au courant du trimestre précédent. Ce récapitulatif prend en compte les déchets produits et les filières d'élimination. Les documents justificatifs doivent être conservés trois ans. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente la nouvelle organisation mis en place depuis le 01/01/2023 avec son prestataire de services qui a la gestion déléguée des déchets de son site.</p> <p>Le site est équipé d'une seule déchetterie centrale.</p> <p>En séance, l'exploitant a fait la démonstration du suivi des différents types de déchets qui est fait via le logiciel du prestataire. Les déchets sont évacués au fil de l'eau suivant le remplissage des contenants.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Règles d'exploitation et consignes

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/07/2012, article 15.7
Thème(s) : Risques chroniques, Règles d'exploitation et consignes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« (...) L'exploitant tient à jour la localisation précise et la nature des produits stockés, ainsi que l'information sur les quantités présentes et dispose des fiches de données de sécurité des produits prévus à l'article R.4411-73 du Code du travail. (...) »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente l'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses du site. Un suivi des stocks est fait via le logiciel « SAP ». Une extraction est possible sur les magasins du site.</p> <p>L'inspection note qu'il faut au préalable connaître le code du magasin et sa localisation.</p> <p>Aucun plan ne permet à ce jour de répertorier les différents magasins « SAP » du site.</p> <p>Aussi en cas de sinistre, le cadre de permanence appelé pour assister les services de secours, ne pourra se référer à aucun plan et donner rapidement l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses d'un magasin « SAP » du site.</p>

<p>L'exploitant s'engage à produire un plan des différents magasins « SAP » du site. <i>Post-visite, par courriel du 29/09/2023, l'exploitant a adressé les éléments suivants :</i> <i>« Nous allons constituer un plan de localisation - emplacement des matières dangereuses, en stock et en utilisation, sur le site. L'objectif est de connaître par bâtiment ou unité géographique désignée, la nature et le volume maximal de chaque matière considérée comme dangereuse, selon la définition du code de l'environnement. Cette information, sous la forme tabulée ou cartographique, vous sera transmise pour le 20/12/2023. »</i> Vu les engagements de l'exploitant, l'inspection propose de ne pas engager de suites administratives dans l'immédiat sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Règles d'aménagement - Installations électriques

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/07/2012, article 15.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Règles d'aménagement - Installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée : <i>« (...) Les installations électriques sont adaptées aux zones de danger définies à l'article 14 et conformes aux réglementations en vigueur. Elles sont entretenues en bon état et périodiquement contrôlées. Le dossier prévu à l'article 55 du décret 884056 du 14/11/1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. (...) »</i></p>
<p>Constats : L'exploitant indique que les installations électriques sont vérifiées annuellement par un organisme extérieur de contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Résultats 2021 : 223 observations relevées et 40 observations traitées ; • Résultats 2022 : 106 observations relevées et 26 observations traitées ; • Résultats 2023 : Attente rapport ; • Investissements : Réalisés : Remplacement des cellules HT de l'amidonnerie de blé et Remplacement Armoires Modan STEP ; • Investissements Futurs : Remplacement des cellules HT de l'amidonnerie de maïs. • <p>De plus, un contrôle thermographique des installations électriques est aussi fait annuellement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Résultats 2021 : 9 observations relevées ; • Résultats 2022 : 16 observations relevées ; • Résultats 2023 : Attente date du contrôle. <p>L'exploitant indique que toutes les vérifications obligatoires sont gérées par un outil informatique de suivi. Dès réception du rapport, le service maintenance saisit les non-conformités par un bon de travail qui sera exécuté en interne ou par une entreprise extérieure.</p> <p>L'exploitant rajoute qu'il a mis en œuvre une stratégie de création de nouveaux locaux électriques dans le cadre de nouveaux projets (Projet colonnes de déminéralisation, Projet Ensemble) et qui a pour objectifs de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Désengorger les MCC existants ; • Le renouvellement de matériel obsolète ; • La mise en conformité des installations ; • La création de départs de réserve. <p>À la demande de l'inspection, post-visite, par courriel du 29/09/2023, l'exploitant a adressé les 25 rapports de contrôle datés du 13/08/2022 de la dernière vérification réalisée du 29/06/2022 au 21/07/2022. Ces rapports ont mis en évidence 86 observations au total sur les 25 rapports adressés.</p>

L'inspection note que seule une observation est enregistrées comme « nouvelle », mais au contraire 85 observations sont enregistrées comme « récurrentes ».

Post-visite, par courriel du 29/09/2023, l'exploitant a adressé les éléments suivants :

« Les différents rapports de vérification (APAVE) sont compilés dans l'Annexe 2. L'Annexe 3 présente le tableau (APAVE) de suivi des observations et de leur date de levée. Ce tableau va nous servir de référence pour construire un plan d'actions correctives. Ce plan, avec échéancier, vous sera transmis pour le 20/12/2023. »

Suite à l'analyse du tableau des suivis au 29/09/2023, l'inspection relève qu'il reste 66 non-conformités sur les installations électriques. De plus, les 5 plus anciennes non-conformités ont été relevées en 2011.

L'inspection conclut de fait que la majorité des non-conformités persistent sur les installations électriques et perdurent dans le temps. Ceci constitue une non-conformité aux dispositions de l'article 15.3 (Installations électriques) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/07/2012.

Il est attendu de la part de l'exploitant que le plan d'actions correctives, annoncé soit défini en commençant par les non-conformités, les plus urgentes en matière de sécurité du personnel.

L'inspection propose de mettre l'exploitant en demeure de respecter les prescriptions de l'article 15.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/07/2012.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Modification - Extension

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/07/2012, article 5

Thème(s) : Situation administrative, Modification - Extension

Prescription contrôlée :

« Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation (article R. 512-33 II du code de l'environnement). Tout changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale selon les modalités prévues à l'article R. 516-I du code de l'environnement. »

Constats :

L'exploitant informe l'inspection qu'une nouvelle entité juridique, appartenant au « Groupe Tereos », s'installera sur le site.

Ce nouvel exploitant est spécialisé dans la production d'aliments d'origine végétale.

L'inspection rappelle, d'une part, à l'exploitant que toute réorganisation du site doit au préalable être portée à connaissance de la préfète (copie UD67 - DREAL GE), en application des articles 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/07/2012 et R. 181-46 du code de l'environnement.

D'autre part, le nouvel exploitant devra faire les démarches nécessaires pour se faire connaître de l'inspection et engager préalablement les démarches applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

ANNEXE 1 : Photos prises lors de la visite du 27/09/2023



constat 3